

Emine Eylem Aksoy Rétornaz

Docteure en droit

La sauvegarde des
droits de l'Homme
dans l'exécution de la
peine privative de
liberté, notamment en
Suisse et en Turquie

Schulthess § 2011
ÉDITIONS ROMANDES

Table des matières

Remerciements	VII
Préface	IX
Table des matières	XIII
Table des abréviations	XIX
Bibliographie	XXIII
1. Introduction	1
1.1. Contexte	1
1.2. Problématique	2
1.3. Plan	3
1.4. Délimitations et méthodologie	4
1.5. Précisions terminologiques	5
Titre Premier: Les droits de l'Homme dans l'optique pénitentiaire d'hier à aujourd'hui: de la reconnaissance à l'exercice des droits des détenus	7
§ 1. De l'objet passif au sujet de droit	9
I. L'image de l'Homme détenu à travers la genèse de la prison	9
II. Le détenu: sujet de droit	17
A. L'affirmation des droits fondamentaux des détenus	17
B. Le statut juridique du détenu	19
§ 2. Les sources légales du respect des droits des détenus et de leur exercice	27
I. Introduction	27
II. Une efficacité limitée au niveau international	29
A. Les règles de portée contraignante	29
1. Le Pacte ONU II	30
1.1. La portée du Pacte ONU II	30
1.2. L'applicabilité directe du Pacte ONU II	30
1.3. Les mécanismes de contrôle	31
2. La Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adoptée le 10 décembre 1984	32
2.1. La détention et les mauvais traitements	32
2.2. Les mécanismes de contrôle	33
B. Les règles de portée juridique non contraignante	34
III. Une plus grande efficacité au niveau européen	37
A. Le rôle moteur du juge	37
B. La volonté d'harmonisation par le biais des normes de référence	40
C. La pratique parallèle du Comité européen pour la prévention de la torture	46

IV. Les sources des droits des détenus au niveau national	49
A. Les fondements constitutionnels des droits des détenus	49
1. Un bref aperçu du catalogue des droits fondamentaux	49
2. Les buts et limites des restrictions qui peuvent être apportées aux droits fondamentaux des détenus	50
B. L'abondance des bases juridiques de l'exécution des peines	51
1. Le droit suisse	51
1.1. Le droit fédéral	51
1.2. Le droit intercantonal	52
1.3. Le droit cantonal	55
2. Le droit turc	56
V. Conclusion liminaire	58
Titre Deuxième: Les textes à l'épreuve de la réalité des prisons	61
§ 1. La dignité humaine: pierre angulaire de la sauvegarde des droits des détenus	63
I. La dignité humaine: une notion ambivalente saisie par le droit	63
A. Les fondements de la notion de dignité humaine	63
B. La réception juridique de la notion	65
II. La dignité humaine au service de l'exécution de la peine privative de liberté	68
§ 2. Une protection accrue des droits strictement attachés à la dignité humaine	70
I. La protection du détenu contre la violence	71
A. La protection du détenu contre sa propre violence	74
1. Le suicide en milieu carcéral	74
1.1. La prévention du suicide	74
1.2. Les contours de la responsabilité de l'Etat du fait du suicide du détenu	77
2. La grève de la faim en milieu carcéral	83
2.1. La nature de la grève de la faim	83
2.2. La gestion de la grève de la faim en milieu carcéral	85
a) L'attitude de l'autorité pénitentiaire face à la grève de la faim	85
b) L'attitude médicale face à la grève de la faim	91
c) La Turquie face à la grève de la faim: une politique de circonstance	92
B. La protection du détenu face à la violence d'autrui	94
C. La protection du détenu contre la violence institutionnelle	96
D. Les réponses à la violence dans l'établissement pénitentiaire	98
II. Le droit à des conditions de détention conformes à la dignité humaine	100
A. Les conditions matérielles de détention	100
1. L'autonomisation de la dignité humaine dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme	100

2. Les conditions matérielles de détention en droit suisse et turc	103
2.1. La surpopulation carcérale: un problème récurrent	105
2.2. La mise à l'isolement des détenus	107
B. Le respect de la santé du détenu	109
1. L'obligation de fournir des services de santé	116
2. Le maintien en détention et la prise en compte des particularités des personnes incarcérées	118
2.1. Le grand âge	124
2.2. Les maladies transmissibles	125
III. Conclusion liminaire	127
§ 3. Vers une concrétisation multiple de la notion de dignité humaine?	128
I. Le droit à la liberté et à la sûreté	128
A. La libération conditionnelle: un droit du condamné?	131
B. La contestation du maintien d'une détention dans le cadre d'une peine à perpétuité	135
II. L'exercice difficile par le détenu de son droit à la vie privée et familiale	140
A. Le maintien des liens familiaux et l'incarcération	140
1. Le droit de fonder un couple	140
1.1. Le droit au mariage	140
a) La création du couple	143
b) La célébration du mariage	144
c) La création d'autres formes de vie conjugale	146
(1) Le couple de sexes opposés	146
(2) Le couple de même sexe	147
1.2. La vie du couple	149
a) Les relations intimes	149
b) Vers un droit à la procréation médicalement assistée?	155
2. Le droit au respect de la vie familiale	159
2.1. La notion de famille	159
a) Absence de définition au niveau international	159
b) Une notion évolutive au niveau européen	159
c) Une formulation nationale	161
2.2. Le droit au maintien des relations familiales	162
a) Le droit de recevoir des visites	162
(1) Les principes	162
(2) La réception du droit de visite en droit suisse et en droit turc	166
2.3. Les droits parentaux	169
a) En général	169
b) Parents et enfants en bas âge	174
2.4. Les permissions de sortir	180
B. Le droit au respect de la vie privée	183
1. Le droit au respect de la correspondance	186
1.1. La problématique générale	186
1.2. La correspondance écrite	187
1.3. Les conversations téléphoniques	195
1.4. L'accès au réseau informatique de communication	201

2. L'intimité du détenu	202
a) La fouille corporelle	203
(1) Le détenu	203
(2) Les visiteurs	209
b) La fouille de la cellule et des effets personnels	211
2.2. La surveillance audio-visuelle du détenu	212
C. Retour à la théorie des limitations implicites?	213
III. Conclusion liminaire: Nécessaire réconciliation avec la dignité humaine	215
§ 4. Les droits intellectuels et sociaux des détenus	218
I. Liberté de pensée, de conscience et de religion	218
A. Un droit pleinement acquis	218
1. Le port de signes religieux et la détention d'objets religieux	223
2. Le régime alimentaire conforme aux convictions religieuses du détenu	227
3. Contact avec le ministre du culte	228
4. Participation au culte	229
B. Le respect inégal des convictions religieuses	233
C. Prosélytisme religieux et conversion en milieu carcéral	234
II. La liberté d'expression en milieu carcéral: un triste bilan	235
A. Présentation générale	235
B. La liberté d'expression incarcérée	241
1. L'accès au journaux, revues et livres	245
2. L'accès à la radio et à la télévision	247
III. Le travail pénitentiaire à l'épreuve des droits de l'Homme	249
A. L'ombre du travail forcé	249
B. Un droit au travail ou une obligation de travailler?	253
C. Le travail pénitentiaire: du travail sans droit du travail	256
1. L'absence de contrat de travail	256
2. Une évolution nécessaire du travail pénitentiaire vers le droit commun	261
IV. Les droits sociaux du détenu: autre moyen de concrétisation du respect de la dignité humaine du détenu	263
A. La pauvreté et le logement décent	265
B. L'éducation en prison: droit ou faveur?	267
V. Le détenu citoyen	271
A. L'exercice périlleux de la liberté d'association, de la liberté de réunion et de la liberté syndicale	271
B. Le difficile accès au droit de vote	274
Titre Troisième: La garantie des droits de l'Homme du détenu	281
§ 1. L'obligation de transparence dans l'exécution des sanctions	283
I. Le contrôle administratif hiérarchique	283
A. Les mécanismes du contrôle hiérarchique	283
B. L'insuffisance du contrôle hiérarchique	291

II. La responsabilité de l'Etat du fait de l'administration pénitentiaire	292
A. Les fondements de la responsabilité civile de l'Etat en droit suisse	292
B. La responsabilité de l'Etat en droit turc	294
III. Responsabilité et recours effectif	294
§ 2. Le contrôle juridictionnel	296
I. Le droit d'accéder à un tribunal en matière d'exécution des peines	296
A. Le contenu et la portée du droit	296
B. Les juridictions susceptibles d'être saisies	298
C. L'effectivité de l'accès à la juridiction	299
1. La brièveté du délai de recours	300
2. L'absence d'effet suspensif	301
II. Les garanties du procès équitable	302
III. Conclusion liminaire	302
Titre Quatrième: L'impact des droits de l'Homme sur la privation pénale de liberté: une perspective d'avenir	305
§ 1. Les mutations des fonctions de la peine privative de liberté	307
I. Les fonctions traditionnelles de la peine privative de liberté	307
II. Les objectifs assignés à l'exécution de la peine privative de liberté	308
A. Les liens avec les fonctions de la peine privative de liberté	308
B. L'approche traditionnelle de l'exécution de la peine privative de liberté	308
III. Les conséquences de l'humanisation	309
A. L'apport de la jurisprudence européenne	309
1. La notion de «peine inhumaine ou dégradante»	309
2. La solution de la double pesée d'intérêts	310
B. La réception des principes en droit positif	311
C. Les mutations dans la prise en charge psychosociale en milieu carcéral	312
§ 2. Les droits de l'Homme: un outil au service de la privation pénale de liberté	315
I. Le concept de normalisation pénitentiaire	315
II. Le changement de paradigmes en matière de droits de l'Homme et ses effets sur la normalisation pénitentiaire	316
III. Vers une approche dialectique	317
§ 3. Les droits de l'Homme et le consensualisme	319
I. La normalisation de l'établissement pénitentiaire	319
A. L'évolution de la relation intra muros	319
B. L'apparition du consensualisme	320
1. La volonté du détenu comme élément fondateur du droit de l'exécution des peines	320
1.1. L'investissement personnel du détenu	320
1.2. Le pivot d'aménagement de la peine	320

1.3. Le pragmatisme du consensualisme	321
2. La réception du consensualisme	321
2.1. Au plan européen	321
2.2. Au plan national	322
a) Le plan d'exécution de peine du Code pénal suisse	322
b) La désuétude de la Loi pénitentiaire turque	323
II. Discordance entre le consentement du détenu et l'exécution de la détention	324
A. La volonté incarcérée	324
1. Le renvoi à la conception civiliste du contrat	324
2. Les limites à l'autonomie privée	325
2.1. L'absence de marge de manœuvre morale	325
2.2. La valorisation de la soumission	326
2.3. L'inapplicabilité des vices du consentement	327
3. La volonté du détenu: ni totalement libre, ni totalement captive	328
3.1. L'absence de pertinence des conceptions civilistes	328
3.2. Le consentement dirigé	328
B. La nécessité d'une nouvelle démarche	329
4. Le bon ordre en prison	331
I. Les limites de l'approche strictement sécuritaire	331
A. La valorisation morale des arguments sécuritaires	331
B. La subordination de la politique pénitentiaire aux objectifs utilitaires	331
II. Le «bon ordre» managérial	332
A. La prison comme institution à gérer	332
B. La dignité restaurée des droits de l'Homme	332
CONCLUSION	335